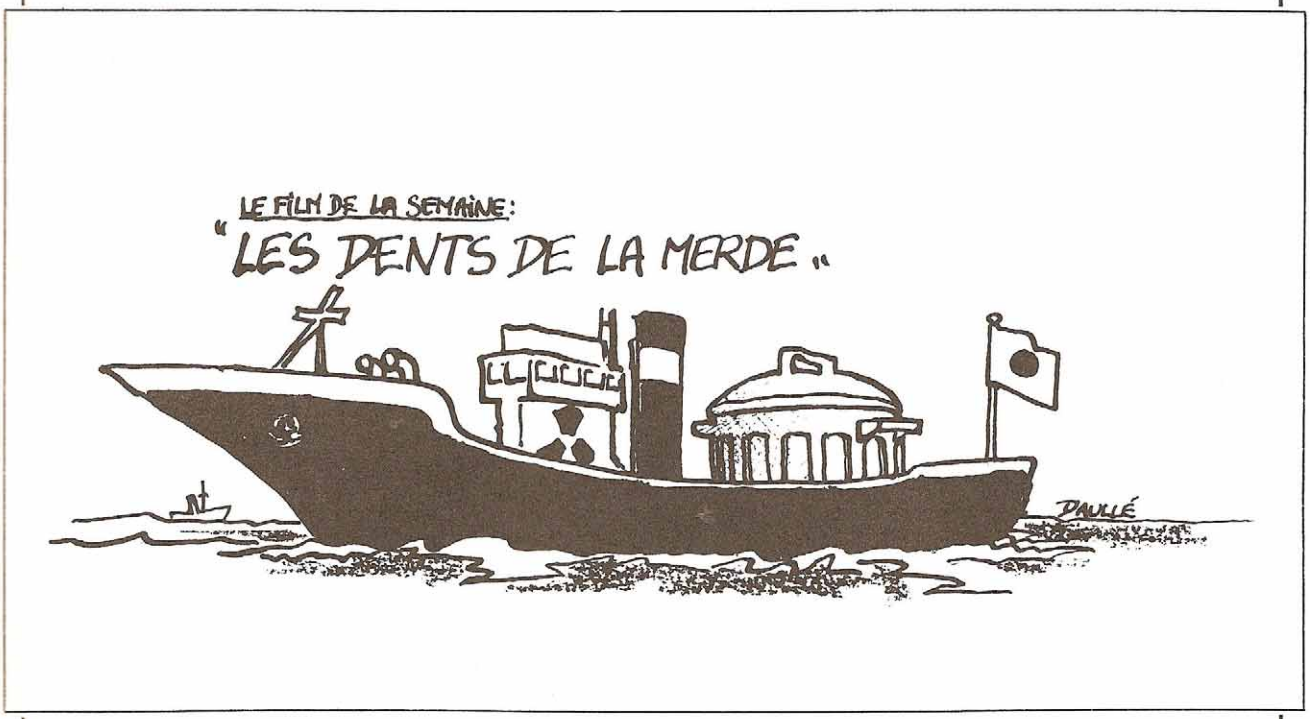

blème est à peu près aussi crucial et les ressources ne permettent guère d'aller beaucoup au-delà des années 2000.

La politique nucléaire n'a de sens que si les filières de production actuelles d'électricité en consommant de l'uranium sont relayées par des filières à base de surgénérateurs de type Phénix, qui produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment, mais aussi qu. représentent des dangers non évalués précisément, mais qu'on peut estimer considérables pour la sécurité de l'environnement.

En attendant, la France doit importer de l'uranium pour alimenter les générateurs et doit organiser sa politique étrangère en conséquence (*N.B.* : il y a de l'uranium en Centrafrique).

De plus, les estimations officielles montrent que la politique pratiquée est enfermée dans une contradiction insoluble. En effet, même avec les hypothèses les plus optimistes, on peut « craindre » (c'est-à-dire que la bourgeoisie craint) que les surgénérateurs n'arriven[t] pas à temps pour éviter la pénurie de combustible. Surtout si l'on tient compte du fait que le développement du parc de réacteurs aggrave à moyen terme cette menace de pénurie : on dépense, en construisant des centrales et en produisant les matériaux nécessaires à leur fonctionnement, plus d'énergie qu'en produisant les réacteurs en fonctionnement.

Malgré cette situation absurde, la bourgeoisie, que son mode de développement condamne à une fuite en avant, a mis sur pied un ambitieux programme de nucléarisation dans le cadre duquel la capacité de production d'électricité « nucléaire » passerait de 4 300 MW en 1973 à 56 000 MW en 1985.

E) Les ambitions françaises et leurs limites

Le programme s'est néanmoins trouvé considérablement ralenti pour deux raisons :

— la crise économique entraînant une baisse des prévisions de développement économique et donc une diminution des perspectives concernant les besoins énergétiques ;

— l'élévation du coût de production de l'électricité « nucléaire », en liaison avec des nombreux facteurs, parmi lesquels la croissance du prix de l'uranium naturel, la hausse des matières premières provoquant la hausse du coût des centrales, des difficultés techniques de fonctionnement non prévues au départ, et les mouvements écologistes puis les pressions syndicales imposant la mise en place de mesures de sécurité plus strictes.

Le rythme des autorisations de mise en chantier de centrales nucléaires a ainsi été fortement ralenti (de 7 000 MW pour 1974, on est passé à 5 000 pour 1978 et sans doute 4 000 pour 1979).

Ce ralentissement des investissements dans le nucléaire a entraîné toute une réorganisation de ce secteur industriel.

Sur la lancée de la politique de prestige gaullienne et de l'effort pour imposer un impérialisme français relativement autonome vis-à-vis des USA, on a, après l'abandon de la filière graphite-gaz, développé, dans le cadre du CEA, des recherches pour la mise au point de centrales à eau légère sous technologie française.

Mais, en fin de compte, ce ne sont pas ces recherches qui ont été prises en compte quand on est passé au stade de la construction effective de centrales. Au contraire, la bourgeoisie française a choisi alors de s'introduire sur le marché international dans la foulée des constructeurs américains et a lié son sort à celui des capitaux et de la technologie américaine.

Avant le ralentissement de la mise en place du programme nucléaire, deux types de centrales à